

# LETTRE OUVERTE À NOS SYNDICATS

A Stains, le 25/09/2023

La rentrée scolaire 2023 a été particulièrement brutale au sein de notre lycée. Alors que le ministre de l'Éducation Nationale, Gabriel Attal, a placé au cœur de cette rentrée le « problème » de *l'Abaya*, nous apprenions que nous commencerions l'année avec un demi-poste de CPE en moins, 30 élèves par classe en 2nd professionnelle (au lieu de 24) et sans infirmière scolaire, comme l'année précédente.

Nous avons vu dans cette rentrée une **double violence infligée à nos élèves : à l'absence de conditions d'apprentissages dignes de ce nom, notre institution vient ajouter la stigmatisation islamophobe**. Nous ne sommes pas dupes : en se cachant derrière la laïcité, il s'agit à travers cette interdiction de dire à des milliers de jeunes filles racisées qu'elles posent problème comme elles sont. L'extrême droite se frotte les mains. Elle n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que le ministère applique sa politique éducative : rejet de l'ambition de démocratisation scolaire d'une part et éducation au service d'un ordre moral réactionnaire de l'autre.

Nous ne nous habituerons jamais à ce type de rentrée et nous ne ferons jamais « bloc » (selon l'invitation du ministre) derrière un ministère qui mène une politique d'extrême droite. C'est pourquoi, nous avons décidé de nous mettre en grève le jour de la rentrée avec comme mot d'ordre : « **Plus de moyens pour nos élèves. Non à leur stigmatisation** ».

Une semaine plus tard, nous avons organisé un rassemblement devant le ministère, invitant les collègues des établissements mobilisés à nous rejoindre. Nous avons pu écouter nos collègues présenter les mêmes problèmes que dans notre lycée : classes surchargées, absence de personnels médico-social, manque d'AESH, manque de personnels de vie scolaire, établissements délabrés, etc.

## CONTINUONS À EXIGER UNE ÉDUCATION PRIORITAIRE !

Cette rentrée n'a malheureusement rien d'exceptionnel : depuis des années, nous avons vu la situation de nos établissements situés dans des territoires populaires se dégrader. L'État a clairement abandonné la politique d'éducation prioritaire dans le secondaire. Nos élèves sont désormais considéré.e.s comme des surnuméraires de l'Éducation Nationale : les gouvernements successifs considèrent qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas leur place au lycée et qu'ils devraient être envoyé.e.s en apprentissage. Dès lors l'État a cessé d'investir dans des conditions de scolarité permettant à tou.te.s, à commencer par les élèves des classes populaires, d'acquérir un haut niveau de formation scolaire. Les études sociologiques mettent même en évidence que l'investissement de l'État par élève est plus faible dans les territoires populaires qu'au sein des milieux privilégiés.

Depuis la fin de l'éducation prioritaire en lycée, les établissements se suivent dans les couloirs des rectorats pour réclamer des moyens supplémentaires. Les journées de grève s'accumulent, les rassemblements aussi. Et lorsque nous rencontrons les autorités académiques, les réponses sont les mêmes : « vous n'êtes pas si mal dotés, et si on vous donne à vous, nous prendrons à vos collègues d'autres établissements ». Nous ne pouvons que perdre et nous épuiser si nous continuons à nous battre en ordre dispersé. **Nous sommes épuisé.e.s de faire grève pour avoir une infirmière, ne pas perdre un CPE, obtenir des AESH pour nos élèves, maintenir nos classes à 30 élèves et 24 pour la voie professionnelle, etc. avec des résultats contrastés et mitigés au regard de l'énergie et l'investissement que nous mettons dans ces combats.**

**Nous voulons nous mobiliser derrière des mots d'ordre offensifs afin de conquérir des conditions de travail dignes au service de l'émancipation de nos élèves.** Au cours de nos années de mobilisation, nous avons croisé des milliers de collègues prêt.e.s à se battre. Le potentiel de mobilisation est grand, mais nous n'avons pas les ressources depuis nos lycées pour orchestrer ce grand combat nécessaire.

➡ C'est pourquoi, **nous appelons nos syndicats, dans une perspective unitaire**, à mettre en tête de leur agenda la question de l'éducation prioritaire, en exigeant un **véritable statut « d'éducation prioritaire »** pour nos lycées, matérialisé par la publication d'une carte des lycées en bénéficiant, avec :

- Des seuils fixes et clairs concernant les effectifs par classe (25 élèves maximum en Seconde GT et en voie Technologique ; 30 élèves maximum en Première et en Terminale Générales ; 12 élèves en CAP, 15 élèves en 3ème prépa métiers, 24 en bac professionnel) ;

- Des moyens supplémentaires conséquents, en heures-poste, pour dédoubler les classes et réaliser les projets pédagogiques ;
- Des embauches massives de personnels de vie scolaire, de personnels médicaux et socio-éducatifs (infirmier-e-s, assistant-e-s sociales/sociaux, médecin scolaire) ;
- Un système de bonifications et de primes pour tous les personnels exerçant dans nos lycées de manière à stabiliser les équipes et rendre nos métiers attractifs ;
- Des moyens pour l'éducation socio-culturelle dans un contexte de coupes budgétaires sévères au niveau régional.

Mais surtout, nous appelons nos syndicats à organiser dans toutes les académies, à commencer par la nôtre, l'Académie de Créteil, une mobilisation permettant d'atteindre ces objectifs. **Il est impératif de coordonner des journées de grèves et d'actions d'envergure nationale.** Tant que nos élèves ne disposent pas de conditions d'études dignes, nous devons faire pression sur ce gouvernement (et les suivants).

## SE DONNER LES MOYENS DE LUTTER CONTRE UNE POLITIQUE ISLAMOPHOBE ET RACISTE

Cette rentrée, nos élèves ont été accueillis par un déferlement de haine raciste. Avec la mise en place de la circulaire sur l'*abaya* et le *qamis*, un message très clair leur a été envoyé : tou.te.s les élèves ne sont pas les bienvenues à l'école. L'absence de définition claire de ce qu'est une *abaya* laisse la porte ouverte à toutes les interprétations : est-ce trop long ? Trop sombre ? Trop vert ? Le droit d'étudier est soumis à l'arbitraire, largement basé sur l'apparence physique des élèves en question, rappelant la logique des contrôles au faciès. Ce sont en particulier les tenues des jeunes filles qui sont scrutées, les renvoyant une fois de plus au contrôle sexiste de leurs vêtements.

La politique que mène le gouvernement au nom de la laïcité revient donc à exclure et à stigmatiser nos élèves. **Au contraire, nous revendiquons une école publique ouverte à tous et toutes, où chacun.e puisse avoir sa place et construire sa citoyenneté : c'est ce que devrait permettre une réelle laïcité.**

➔ Nous demandons à nos syndicats de **revendiquer l'abrogation de la circulaire sur les *abaya* et les *qamis***, mais aussi de communiquer largement sur cette revendication, à travers des campagnes d'affichage et de tracts. Dans des établissements où il est difficile de remettre en cause l'islamophobie, notamment par crainte des sanctions, ces campagnes permettraient d'ouvrir les discussions et de rompre le silence.

De plus, des outils pratiques pourraient être mis en place pour lutter contre ces violences islamophobes ; comme le recensement et suivi des cas de violences islamophobes dans les établissements, ou la mutualisation de ressources juridiques (explications des lois, recours possibles, etc.)

## N'AYONS PAS PEUR DE COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE !

Cette interdiction du port de l'*abaya* et du *qamis* à l'école et la dégradation continue des conditions d'apprentissage des élèves des quartiers populaires sont les témoins d'une progression de l'idéologie néolibérale et de celle de l'extrême droite dans notre société et notamment à l'école. **En tant que professionnels de l'éducation, nous avons le devoir de combattre ces idées, elles doivent cesser de gagner du terrain et de marginaliser toujours plus les populations les plus vulnérables.**

Qu'attendons-nous pour agir ? Attendons-nous que, comme en Floride, il soit interdit de parler de genre et d'orientation sexuelle à l'école ? Attendons-nous que, comme en Hongrie, l'État organise la ségrégation dans les écoles en proposant aux élèves roms d'étudier dans des classes à part ? Attendons-nous que, comme en Pologne, le rectorat oblige les enseignant.e.s à leur envoyer leurs séquences pédagogiques en amont des cours pour validation ? Attendons-nous que, comme le propose l'extrême droite, la colonisation soit présentée dans les programmes scolaires comme « une chance pour les pays » colonisés ?

N'attendons plus ! Organisons, dans nos syndicats, la lutte contre l'extrême droitisation de nos écoles et de notre société.